



**SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 JUILLET 2022**  
**Délibération N° 2022-071-DC**

<b>Date d'affichage :</b> <b>13 juillet 2022</b>	Le sept juillet deux mille vingt-deux à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 30 juin deux mille vingt-deux.
<b>Effectif statutaire :</b> 81	<b>Membres présents :</b> Jackie GOULET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Sébastien CAILLEAU, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Éric POEHR, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY
<b>Membres en exercice :</b> 80	
<b>Quorum : 1/3</b> 27	
<b>Présents :</b> 48	
<b>Excusés / absents :</b> 32	
<b>dont pouvoir(s) :</b> 16	<b>Excusé(s) :</b> Sylvie PRISSET, Frédéric MORTIER, Anatole MICHAUD, Christian RUAULT, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jean-Philippe RETIF, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Laurence CAILLAUD, François BREE, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME
<b>Nombre de votants :</b> 64	
<b>Secrétaire de séance :</b> Fabrice BARDY	
<b>Date de transmission au contrôle de légalité :</b>	<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :</b> Sylvie PRISSET à Béatrice BERTRAND, Anatole MICHAUD à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Eric TOURON, Jean-Philippe RETIF à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE à Marc BONNIN, Gilles BARDIN à Jackie GOULET, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, François BREE à Eric POEHR, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT à Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Sylvie TAGOURDEAU à Astrid LELIEVRE

**CONTRAT DE VILLE – SECONDE PROGRAMMATION 2022 - APPROBATION**

Un article du projet de loi de finances pour 2022 prévoit de prolonger les contrats de ville jusqu'en 2023 pour permettre de préparer la nouvelle génération de contrats de ville et de tirer les enseignements de la génération actuelle. Ainsi, il a été demandé que la Communauté d'Agglomération engage les travaux d'évaluation du présent contrat de ville, un rapport intermédiaire devant être rendu fin juin 2022 et le rapport final au mois de septembre. Ces travaux d'évaluation sont externalisés, il avait été convenu en début d'année que le coût du prestataire, à la charge de l'État et de l'Agglo, soit prélevé sur la présente enveloppe du contrat de ville. Or une enveloppe régionale de crédits supplémentaires permet à l'État d'ajouter 13 565€ pour financer le prestataire. Aisons également que dans son courrier daté du 9 mai 2022, le Préfet a annoncé un abondement des crédits de la politique de la ville : 19 297€ supplémentaires ont été accordés à la communauté d'agglomération.

Cette année, l'enveloppe globale du contrat de ville s'élève donc à plus de 290 000 euros, hors crédits du Programme de Réussite Éducative. Chaque financeur du contrat de ville verse directement aux opérateurs la subvention qu'il a allouée.

~~Le comité des financeurs du~~ Le comité des financeurs du contrat de ville du 2 juin 2022 a validé la seconde programmation, qui porte sur 17 dossiers dont le montant global s'élève à 61 051€, sous réserve de la confirmation des assemblées délibérantes des partenaires concernés.

La part de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour cette seconde programmation est fixée à 16 000€.

Sur ces 17 projets qui répondent tous aux orientations stratégiques définies dans chaque pilier du contrat de ville, un tiers sont nouveaux pour notamment s'inscrire dans le dispositif d'État « quartiers d'été 2022 » qui a pour ambition de promouvoir le sport, de favoriser l'accès à la culture et les sorties hors du quartier.

Les actions n°13, 14 et 15 portées par le CCAS de Saumur sont financées en partie par la Communauté d'Agglomération, elles feront l'objet d'une subvention de 4 580€ versée au CCAS. Action n° 17 : 1 065€ proposés par l'État afin de compléter l'enveloppe de 25 000€ votée en première programmation finançant l'externalisation de l'évaluation du contrat de ville.

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

**Vu** le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains, retenant le seul quartier prioritaire de la politique de la ville Chemin Vert – Hauts Quartiers ;

**Vu** l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales portant sur les compétences des Communautés d'Agglomération ;

**Vu** la délibération n°2017/016 DC en date du 2 février 2017 précisant le champ de compétence d'intervention de la Communauté d'Agglomération, au titre de ses compétences obligatoires ; que, parmi celles-ci, figure la politique de la ville, dont les programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

**Vu** la délibération n°2020-124-DC du 30 juillet 2020 relative aux attributions légales du conseil parmi lesquelles l'approbation des dispositions portant orientation en matière de politique de la ville ;

**Considérant** le budget primitif 2022 voté par délibération lors du Conseil communautaire du 16 décembre 2021 ;

**Considérant** la nécessité de soutenir des actions contribuant au vivre-ensemble et au bien-être des habitants du quartier prioritaire ;

**Aussi,**

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré décide :**


- **D'APPROUVER** la seconde programmation du contrat de ville telle que présentée sur le tableau annexé à la présente délibération,
- **DE SOLLICITER**, pour le compte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire la contribution de l'État de 5 045€ au titre du financement des actions n°9, 16 et 17 ; ainsi que la contribution de la CAF de 1 000€ au titre du financement de l'action n°9.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer les éventuelles conventions nécessaires et toutes pièces afférentes,
- **D'AUTORISER** le financement de ces actions, sous réserve du respect des dispositions figurant dans la présente.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour : 64 – Contre : 0 - Abstention : 0

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

*En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »*